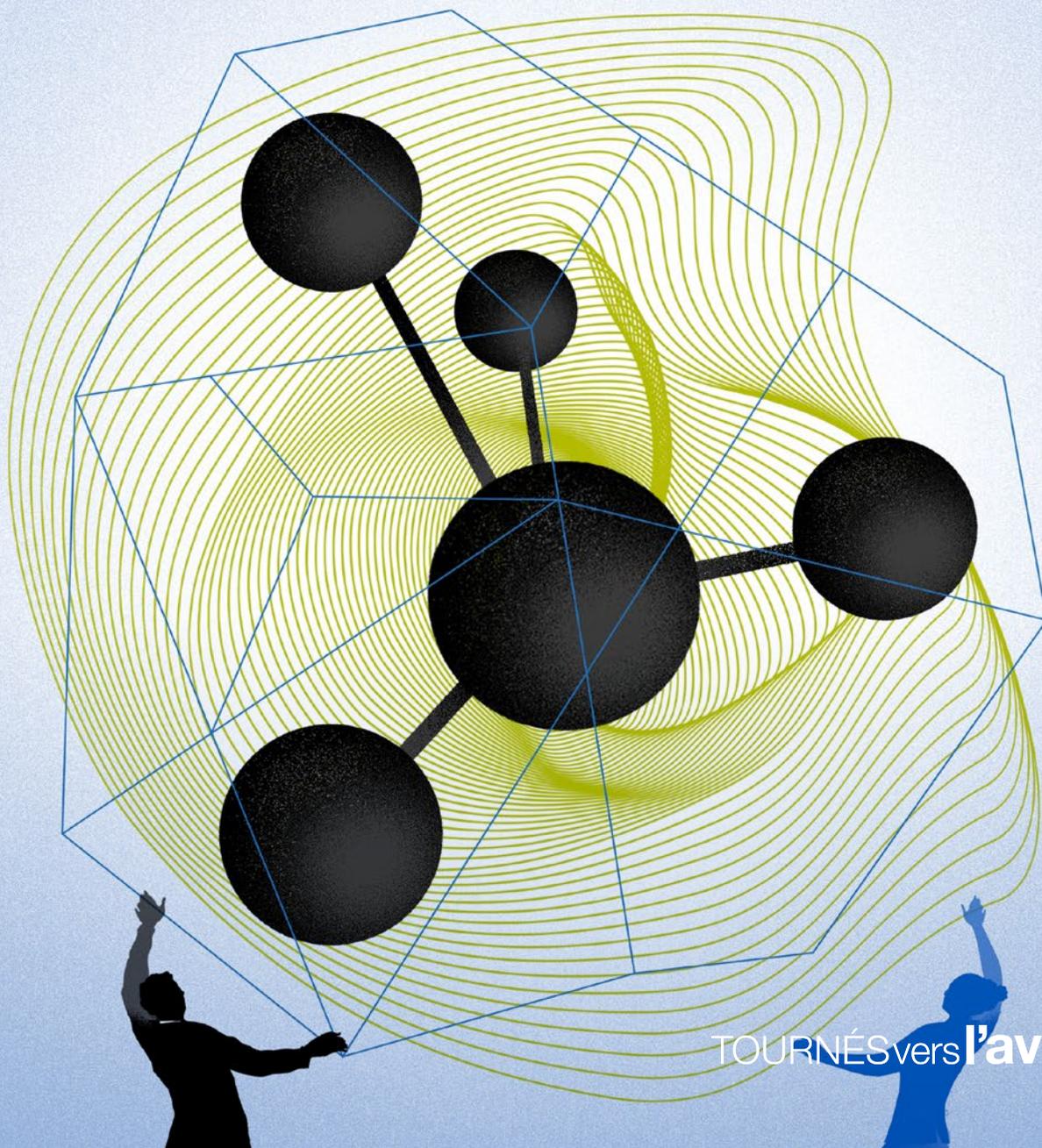


Investir dans les possibilités qu'offrent les crédits carbone

Investissements RPC s'associe à Conservation International pour élaborer un prototype de coentreprises entre des capitaux privés et des organisations à but non lucratif qui aidera à développer les marchés naissants du carbone et à créer une valeur durable en protégeant les écosystèmes forestiers et les collectivités uniques. Ce partenariat est exemplaire du fait que les investisseurs sont de plus en plus à la recherche d'outils novateurs, car nous recherchons des rendements intéressants liés aux changements climatiques.

Le présent document présente les données, les analyses et les arguments qui ont alimenté la décision d'Investissements RPC de s'associer à Conservation International.



L'Institut sur les données d'Investissements RPC a comme mission de créer de la valeur durable en mettant à profit son expertise en placement mondial, ses partenariats et son pouvoir de mobilisation. Ainsi, il fait progresser la façon dont l'écosystème de placement mondial fait face aux changements climatiques, aux perturbations technologiques et aux attentes changeantes des parties prenantes. Son objectif est d'établir un écosystème de placement prospère qui génère des rendements financiers durables, tout en relevant les plus grands défis de notre époque.

L'évaluation et l'intégration efficace des risques et occasions liés aux changements climatiques dans les portefeuilles des investisseurs constituent un pilier de l'[Institut sur les données d'Investissements RPC](#). Les changements climatiques impliquent une transition complète de l'économie. Pour composer avec les risques et les occasions qui en découlent, le recours à une combinaison d'outils novateurs s'impose. Dans le présent document, nous décrivons l'un de ces outils, les crédits carbone. En plus des solutions axées sur la nature, d'autres outils nous permettront de saisir et d'appuyer des occasions de création de valeur, notamment l'actionnariat actif, le financement (par exemple, au moyen d'[obligations vertes](#)) et la [capacité prévue des sociétés à effectuer la transition](#). Ces outils aident aussi [à la réduction des émissions de carbone et à la transformation des activités dans les secteurs à forte émission](#).



Investir dans les possibilités qu'offrent les crédits carbone



En bref

- À mesure que le monde s'oriente vers la réduction et la tarification des gaz à effet de serre (GES), on assiste à une hausse de la demande liée aux crédits de carbone supplémentaires, vérifiables et permanents de grande qualité.
- La demande pour ces solutions climatiques axées sur la nature s'accroît plus rapidement que l'offre et continuera d'augmenter pendant des décennies, en raison de la multiplication rapide des normes réglementaires et des engagements des entreprises à atteindre l'objectif zéro émission nette.
- Nous soutenons les efforts qui visent à renforcer les marchés du crédit carbone, car nous les considérons comme un mécanisme permettant d'obtenir de solides rendements tout en réduisant le risque. Dans cette optique, en 2021, Investissements RPC s'est joint à Conservation International, un organisme non gouvernemental sans but lucratif et un chef de file mondialement reconnu en solutions climatiques axées sur la nature, pour créer Accelerate Nature, [un projet sans précédent](#). Notre investissement dans ce partenariat nous procurera de solides rendements et permettra à Conservation International d'offrir des avantages à ses parties prenantes. Incluant :
 - créer de la valeur à long terme en établissant des partenariats avec les communautés autochtones dans le but de préserver la santé des forêts tropicales riches en carbone;
 - soutenir la création de projets de grande qualité qui réduisent et éliminent les émissions de carbone mondiales et protéger la biodiversité;
 - permettre au secteur privé d'acheter des crédits carbone certifiés générés par chaque projet qui soutient la croissance économique des communautés autochtones.
- En appuyant la réalisation d'un plus grand nombre de projets semblables à notre partenariat avec Conservation International, nous estimons que nous pouvons contribuer à l'expansion de l'approvisionnement et de l'infrastructure de marché nécessaires au cheminement vers un avenir à consommation nette zéro. Cela nous permettra d'obtenir des rendements corrigés du risque intéressants qui profiteront à des générations de cotisants et de bénéficiaires et de créer simultanément des externalités positives pour la planète.
- Nous croyons que ce partenariat peut servir de prototype pour les types d'outils novateurs que les investisseurs recherchent de plus en plus, car ils désirent tirer parti des occasions offertes par la transition de l'économie vers un avenir à zéro émission nette.

À Investissements RPC, nous consacrons des efforts et des sommes considérables pour saisir les occasions de placement qui se présentent, alors que les économies mondiales intensifient leurs efforts de décarbonisation en réponse aux changements climatiques. Le marché des crédits carbone de grande qualité, supplémentaires, vérifiables et permanents constitue l'une de ces occasions. Les crédits carbone sont générés par des projets partout dans le monde qui retirent les gaz à effet de serre de l'atmosphère ou qui empêchent les émissions d'être libérées, comme la réduction de la déforestation. Les sociétés qui cherchent à réduire des émissions qui ne peuvent pas encore l'être peuvent contrebalancer ces émissions en achetant des crédits carbone. Ces crédits aident à répondre au besoin pressant de réduire les émissions mondiales de carbone et d'atteindre les objectifs que les sociétés se sont elles-mêmes fixés ou les cibles de conformité. Nous soutenons les efforts qui visent à renforcer les marchés du crédit carbone, car nous les considérons comme un mécanisme permettant d'obtenir de solides rendements tout en réduisant le risque.

En 2021, nous nous sommes joints à Conservation International, un organisme non gouvernemental sans but lucratif et un chef de file mondialement reconnu en solutions climatiques axées sur la nature, pour créer Accelerate Nature, [un projet sans précédent](#). Ces solutions protègent ou restaurent les écosystèmes ou en améliorent l'utilisation ou la gestion tout en maintenant la capacité de ces environnements à absorber et à stocker le carbone de l'atmosphère.

En tant qu'investisseur recherchant des rendements intéressants au moyen de placements dans des solutions climatiques axées sur la nature, nous avons cherché à établir un partenariat avec Conservation International en raison de son expertise et de son expérience éprouvées dans ce domaine. Conservation International cherche à établir des partenariats durables avec les communautés autochtones pour préserver la santé des forêts tropicales riches en carbone. Ce projet soutiendra aussi la mise sur pied d'initiatives de grande qualité qui réduiront et élimineront les émissions de carbone, préservera la biodiversité, permettra au secteur privé d'acheter des crédits carbone certifiés générés par chaque projet, et offrira un rendement aux investisseurs. Les crédits carbone générés par l'entremise de ce partenariat seront vérifiés selon les normes de qualité les plus élevées, comme celles mises sur pied et gérées par Verra, un organisme sans but lucratif mondial qui fournit une certification de la qualité sur les marchés volontaires du carbone.

La demande de crédits carbone augmente plus rapidement que l'offre et continuera sur cette voie pour les décennies à venir en raison de la multiplication rapide des normes réglementaires et des engagements des entreprises à atteindre l'objectif zéro émission nette (**voir l'encadré intitulé [La demande de crédits carbone croît rapidement](#)**). L'adoption en novembre 2021 de l'article 6 de l'Accord de Paris de 2015 a fait en sorte que près de 200 pays ont accepté de permettre aux pays d'atteindre partiellement leurs cibles climatiques en achetant des crédits compensatoires représentant les réductions d'émissions d'autres pays.¹ L'objectif ultime à l'échelle du globe est d'éliminer ou de remplacer les processus industriels qui libèrent du carbone dans l'atmosphère. Or, pendant que des efforts seront déployés en vue d'atteindre cet objectif, les crédits carbone seront nécessaires pour compenser les émissions qui ne peuvent pas encore être

réduites, et ce, alors que le monde travaille à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies d'atténuation efficaces.

À mesure que la demande de crédit augmente, la protection des forêts à travers le monde offre une excellente occasion de répondre à ce besoin. À la lumière de l'expérience pratique de Conservation International, nous reconnaissons que la déforestation est alimentée par un ensemble de facteurs, dont le principal est l'absence d'options génératrices de revenus pour les habitants des forêts et ceux vivant à proximité de celles-ci. En l'absence de meilleures options, les communautés pourraient décider d'abattre des arbres pour l'industrie du bois d'œuvre ou de défricher des terres pour l'agriculture ou l'exploitation minière.² Selon World Resource Institute, si la déforestation tropicale était un pays, celui-ci se classerait au troisième rang pour les émissions d'équivalent dioxyde de carbone, juste derrière la Chine et les États-Unis d'Amérique.³ Pourtant, à ce jour, il n'existe aucune mesure incitative efficace à grande échelle pour protéger les forêts et éviter davantage d'émissions de carbone.

La demande de crédits carbone croît rapidement

Selon le groupe de travail sur le renforcement des marchés volontaires des crédits carbone (TSVCM), l'économie mondiale aura besoin d'une offre croissante de crédits pour atteindre l'objectif de zéro émission nette; cette offre devrait augmenter de 7 à 13 gigatonnes par année ([voir notre proposition avancer les normes de déclaration pour la décarbonisation](#)).⁴ BloombergNEF prévoit que la demande non satisfaite pourrait faire passer la valeur des crédits volontaires d'un peu moins de 5 \$ US, à 120 \$ US la tonne d'ici 2050.⁵

Grâce à Accelerate Nature, Conservation International établit des partenariats avec les communautés autochtones pour soutenir leur prospérité et, par conséquent, la santé des forêts. En passant par les marchés du carbone, nous pouvons être des alliés en matière de conservation tout en respectant notre mandat : maximiser le rendement des placements sans risque indu pour les cotisants et les bénéficiaires du Régime de pensions du Canada.

Des projets comme Accelerate Nature s'inscrivent dans un impératif mondial plus large de lutte contre les changements climatiques, tout en créant des occasions de placement intéressantes et en corrigeant les écarts de longue date en matière de développement. Alors que le monde s'oriente vers la réduction et la tarification des émissions de GES, la monétisation des avantages mondiaux des stocks de carbone dans les forêts et d'autres puits de carbone naturels – qui absorbent plus de carbone de l'atmosphère qu'ils n'en libèrent – contribue non seulement à lutter contre les changements climatiques, mais permet aussi un équilibre plus juste entre les coûts et les avantages des externalités auparavant non tarifés découlant de l'industrialisation et du commerce mondial.

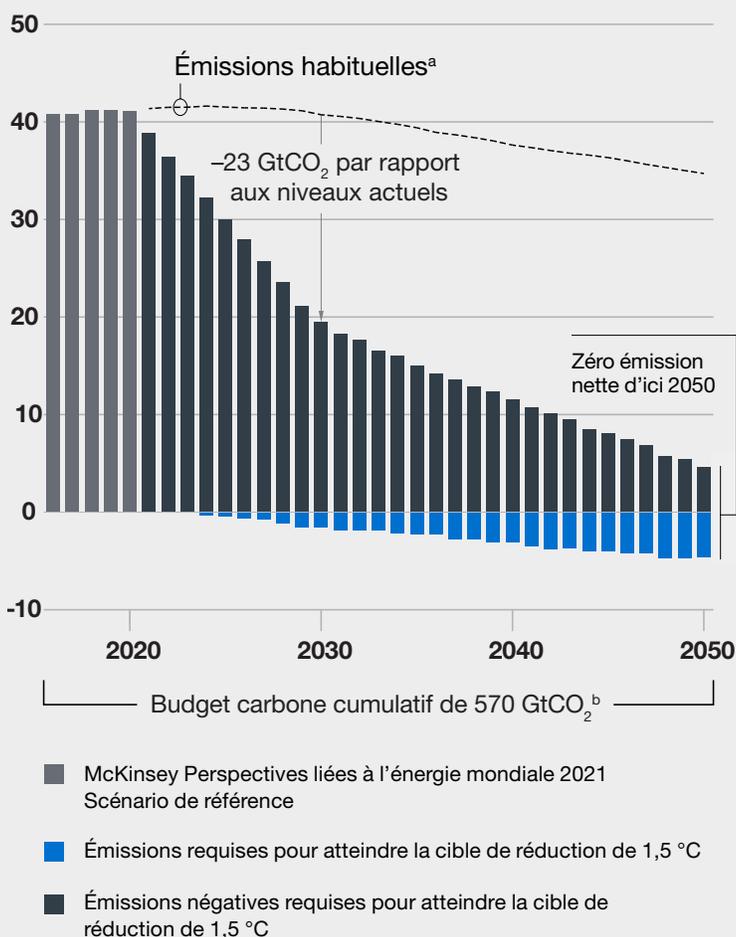
■ FIGURE 1⁶

Éliminer le carbone : une nécessité

Maintenir la hausse de la température de la Terre à un maximum de 1,5 degré – la cible convenue par 195 pays dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat – pourrait nécessiter une grande quantité d'émissions « négatives », dont certaines attribuables à des projets comme Accelerate Nature qui génèrent des crédits carbone liés à la nature.

Émissions mondiales de dioxyde de carbone

gigatonnes (GtCO₂) par année



a Alors que les émissions ont diminué d'un quart de point au plus fort du confinement dû à la COVID-19, les émissions quotidiennes ont rebondi pour atteindre seulement 5 % de moins que les niveaux de 2019. Les prévisions jusqu'en 2050 restent les mêmes. Forester et coll., *Current and future global climate impacts resulting from COVID-19*, Nature Climate Change, le 7 août 2020, nature.com.

b Un budget carbone de 570 GtCO₂ à partir de 2018 offre une probabilité de 66 % de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C, lorsqu'on évalue les augmentations historiques de la température provenant d'un mélange de températures de l'air et de la surface de la mer.

Source : Corinne Le Quéré et coll., *Global Carbon Budget 2018*, Earth Systems Science Data 2018, volume 10, numéro 4, pages 2141-94, doi.org; GIEC; *McKinsey Global Energy Perspective 2021*, analyse de McKinsey.

La promesse des marchés du carbone

La tarification des émissions de carbone a une incidence sur les marchés financiers à l'échelle mondiale et les prix ne feront qu'augmenter au cours des prochaines années, à mesure que d'autres régions déploieront des efforts de décarbonisation. La réglementation sur les émissions, la tarification du carbone et les politiques sur la protection du climat devraient favoriser les énergies renouvelables, les investissements dans l'efficacité énergétique et – pour bon nombre de sociétés – l'achat de crédits carbone pour compenser les émissions qui ne pourraient autrement être évitées. Déjà, la majorité des émissions générées par nos sociétés en portefeuille se produisent sur les marchés assujettis à des règles sur le carbone et à une tarification du carbone. À mesure que les règles sur le carbone sont implantées et que les prix du carbone augmentent, leur incidence sur les marchés et la stratégie des entreprises devrait s'amplifier.

Même si les crédits carbone sont négociés depuis des décennies, les marchés d'aujourd'hui sont fragmentés et complexes. Il existe actuellement 64 marchés de tarification du carbone à l'échelle mondiale, et l'on en compte plus de 30 autres en cours d'élaboration. Ces marchés sont multidimensionnels et des cadres de conformité (établis par la loi) et de crédits volontaires (issus de normes établies collaborativement) sont de plus en plus répandus dans le monde. **Nous nous attendons à ce que ces marchés évoluent et se solidifient à mesure que les prix du carbone augmentent. À long terme, le succès d'un marché élargi pour les crédits carbone dépend de l'élaboration de normes et de méthodes rigoureuses pour assurer la qualité des projets liés aux crédits carbone (voir la barre latérale intitulée [Validation et garantie des marchés du carbone](#)).**

Parallèlement, les efforts déployés mondialement pour quantifier, compenser, réduire et valoriser les émissions de carbone créent de nouvelles industries et sociétés axées sur l'élimination du carbone, dont certaines sont également soutenues par des marchés volontaires. Ces entités offrent de plus en plus d'occasions de croissance attrayantes. En tant qu'investisseurs à long terme détenant des positions dans divers secteurs et régions, nous considérons que notre compréhension approfondie des marchés du carbone et notre participation à ceux-ci constituent un avantage concurrentiel.

Après avoir rejeté des émissions de carbone dans l'environnement pendant des siècles, les pays industrialisés mettent en place des programmes de tarification des émissions régionaux, nationaux et transfrontaliers. Ils utilisent ensuite ces fonds pour récompenser les programmes qui réduisent et éliminent les émissions. Pour les collectivités qui abritent des écosystèmes uniques en matière d'absorption de carbone, comme les forêts tropicales, ces programmes offrent un incitatif économique potentiellement puissant et durable pour protéger et soutenir ces ressources importantes. Tout comme les émetteurs sont poussés à reconnaître le coût de leurs émissions de carbone, d'autres pressions se font sentir pour compenser les collectivités protégeant des puits de carbone naturels, puisqu'elles offrent un « service » essentiel profitable à tous. En monétisant les avantages des forêts tropicales, ces programmes peuvent aider les communautés autochtones à transformer leurs économies.

Le tout premier projet de notre partenariat avec Conservation International prend forme dans la réserve communautaire

d'Amarakaeri (Amarakaeri Communal Reserve ou « ACR »), au Pérou. Cette région est une aire protégée nationale cogérée par les communautés autochtones et *Servicio Nacional de Áreas Naturales Protegidas por el Estado* (SERNANP), un organisme public spécialisé chargé de diriger et d'établir les critères techniques et administratifs pour la conservation des aires naturelles protégées au Pérou. L'ACR a été choisie pour ce projet inaugural parce qu'elle comprend plus d'un demi-million d'hectares de forêt et abrite certains des écosystèmes les plus riches du monde. De plus, Conservation International travaille au Pérou depuis plus de 30 ans et connaît donc très bien la région et les collectivités qui participent au partenariat Accelerate Nature.

En plus d'offrir un rendement aux investisseurs comme Investissements RPC, les objectifs du projet sont les suivants :

- atténuer les risques relatifs aux changements climatiques en préservant un écosystème extrêmement rare;
- soutenir économiquement les communautés autochtones;

■ FIGURE 2

Fonctionnement des crédits carbone volontaires axés sur la nature



- favoriser l'ampleur et la qualité générales des marchés volontaires du carbone en normalisant les pratiques;
- appuyer la création de crédits carbone de haute qualité qui réduisent les émissions de carbone à l'échelle mondiale;
- permettre au secteur privé d'acheter des crédits carbone certifiés générés par chaque projet.

Sur le terrain, Conservation International collaborera avec les communautés autochtones pour mettre en œuvre le projet, qui comprend des programmes de formation et d'éducation visant à développer les compétences et les capacités. Ensemble, ils trouveront des occasions de création d'emplois qui procureront des sources de revenus durables aux communautés autochtones. Tirant parti de ses partenariats d'affaires, Conservation International aidera aussi à trouver un marché pour les produits durables qui pourraient découler de ce projet. L'objectif est de créer des mesures incitatives et des systèmes qui permettront aux peuples autochtones de continuer à prospérer tout en protégeant leurs ressources naturelles et en s'assurant qu'ils sont rémunérés équitablement pour les externalités positives de leur travail. Le projet devrait permettre de réduire les émissions de carbone annuelles moyennes d'environ 220 000 à 330 000 tonnes métriques de CO₂, ce qui équivaut à empêcher jusqu'à 72 000 voitures de se retrouver sur la route chaque année.⁷

Comme nous l'avons mentionné au lancement du partenariat avec Accelerate Nature, les crédits carbone générés par le projet lié à l'ACR seront offerts sur le marché volontaire du carbone. Les principaux participants au marché – dont les acheteurs, les promoteurs de projets et les intermédiaires – adhéreront aux pratiques établies pour s'assurer que la structure est mutuellement avantageuse.

Pour en savoir plus, voir la figure 2, **Fonctionnement des crédits carbone volontaires axés sur la nature**.



Avantages sur le terrain

Les communautés autochtones d'Amarakaeri dépendent traditionnellement des forêts pour leur subsistance. Or, l'implantation de mines illégales, l'exploitation forestière informelle, les cultures illicites et l'agriculture à petite échelle ont entraîné la déforestation dans la région.⁸ La hausse des prix des métaux extraits localement, l'afflux croissant de migrants en provenance des Andes en quête d'occasions économiques et la construction de routes illégales dans la forêt contribuent également à la déforestation.

Le programme vise à créer des occasions économiques pour les citoyens locaux de façon à ce que la protection de l'écosystème contre les conséquences des changements climatiques devienne un choix économiquement supérieur. En ayant un accès équitable aux outils et aux partenariats permettant de tirer parti des avantages économiques tangibles découlant de la protection et de l'entretien de leurs forêts, les communautés autochtones sont

plus susceptibles d'investir dans la conservation et la gestion des forêts, de restaurer les sols dégradés et de ramener les rivières et les ruisseaux à la vie.



Protéger les écosystèmes essentiels

En jumelant les communautés autochtones à des mesures économiques incitatives qui leur permettront d'adopter des moyens de subsistance axés sur la durabilité, le programme contribuera à la protection de la région de l'ACR, qui comprend 600 000 hectares de forêt abritant certains des écosystèmes les plus riches du monde. Longeant la chaîne des Andes, le terrain accidenté se situe à une altitude variant entre 300 mètres et plus de 2 700 mètres.

Les variations d'altitude, de précipitations et de températures créent six écosystèmes distincts, allant des forêts tropicales de plaine aux forêts de montagne. La diversité climatique abrite une riche ménagerie d'animaux et de plantes à risque, dont des loutres géantes, des singes-araignées noirs et des aras militaires. La protection des espèces uniques de la région ne peut réussir qu'en appuyant les collectivités qui vivent à proximité de la forêt et dont la subsistance en dépend. Les communautés de l'ACR comprennent des peuples autochtones dont les ancêtres précédaient l'arrivée des systèmes économiques et politiques modernes. Soutenir l'héritage de ces peuples fait partie de la mission du projet. Il existe des précédents à cet égard. Dans la forêt protégée péruvienne Alto Mayo – une bande de forêt amazonienne adjacente à notre zone de projet – Conservation International a financé la formation, l'équipement et la mise sur pied d'une nouvelle coopérative commerciale visant à aider les agriculteurs à remplacer la culture de plants de café poussant à ciel ouvert (ce qui nécessite une coupe à blanc de la forêt pluviale), au profit de variétés de plants de café cultivés à l'ombre.

Ces caféiers poussent sous le couvert forestier et peuvent donc croître sans trop perturber les écosystèmes existants. Qui plus est, les grains de café cultivés à l'ombre se vendent plus cher sur les marchés mondiaux. Grâce au projet, la déforestation dans la zone protégée a été réduite de plus de la moitié, les exportations ont augmenté et l'économie locale s'est diversifiée.⁹

Le projet de la réserve communautaire d'Amarakaeri se déroulera par phases et devrait s'étaler sur 30 ans. La première phase sera lancée à la fin de 2022 et s'étendra sur environ 400 000 hectares de la réserve commune principale.

Investissements RPC et Conservation International établissent une collaboration à long terme axée sur la création de valeur durable. Nous reconnaissons que nous ne pouvons agir que si les projets sont équitables pour les parties prenantes des communautés autochtones; par conséquent, au moins 50 % des revenus du projet seront reversés aux communautés autochtones pour qu'elles investissent davantage dans des pratiques durables pouvant



soutenir à la fois la forêt et les collectivités qui y vivent. Les projets seront audités par des organismes tiers afin d'assurer qu'ils respectent les normes et de confirmer les impacts climatiques, communautaires et de biodiversité que nous avons mis en place.



Validation et garantie des marchés du carbone

En l'absence de normes et de méthodes rigoureuses pour assurer la qualité des projets liés aux crédits carbone, les préoccupations quant à l'intégrité des crédits pourraient entraver l'avènement du marché en tant que mécanisme efficace de lutte contre les changements climatiques.

Par exemple, la grande variété de crédits carbone peut soulever des questions sur leur qualité et, par conséquent, leur prix. Est-ce qu'une tonne de carbone absorbée par un arbre pouvant vivre plusieurs centaines d'années a la même valeur qu'une tonne de carbone réinjectée dans le sol et qui peut être emprisonnée pendant des milliers d'années, voire davantage?

La validation des crédits pose d'autres défis, tout comme les abus potentiels, par exemple lorsqu'un propriétaire foncier demande un crédit d'élimination du carbone pour la plantation d'arbres qui seront abattus plus tard. Ces incertitudes, ainsi que d'autres, alimentent les efforts du secteur pour faire progresser et normaliser les mesures, établir des pratiques consensuelles et améliorer la capacité de valider et de suivre les émissions revendiquées. En tant que membre du groupe de travail sur le renforcement des marchés volontaires des crédits carbone (TSVCM), Investissements RPC a contribué à l'avancement de ces normes. En effet, nous soutenons la consolidation et l'harmonisation de ces normes afin d'assurer la comparabilité, l'exhaustivité, la production de rapports en temps opportun et la garantie des données relatives aux crédits carbone.

Au Pérou, les projets Accelerate Nature s'aligneront sur le programme REDD+, la référence en matière de validation, de même que sur un cadre administré par les Nations Unies créé pour

inverser la déforestation et encourager la conservation des forêts dans les pays en développement.¹⁰ Comme il s'agit d'un projet REDD+, les ententes touchant l'ACR doivent respecter les normes de qualité rigoureuses permettant la vérification des avantages carbone. Le projet doit aussi traiter des enjeux suivants :

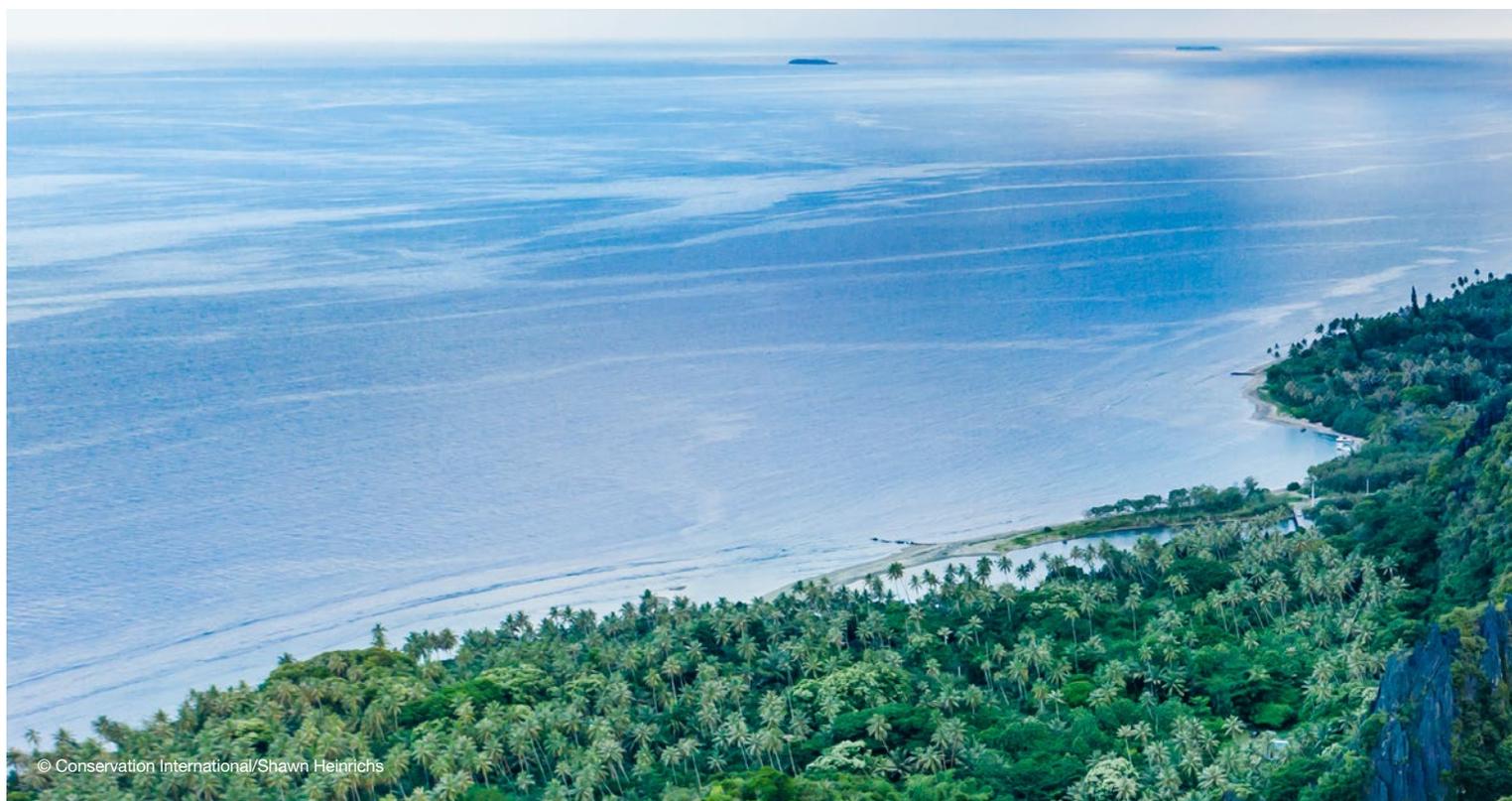
- **Vérification** — On observe l'émergence de diverses normes par lesquelles un projet est développé, certifié et suivi. Aujourd'hui, les innovations technologiques multiplient les vérifications et en améliorent la fiabilité, tout en accélérant le processus et en réduisant les coûts. Le nombre d'inspections manuelles des peuplements d'arbres a été augmenté grâce à des satellites de télédétection et à des logiciels d'analyse d'images capables d'identifier les types d'arbres, d'évaluer la croissance arbre par arbre et de détecter l'abattage à l'échelle continentale.
- **Additionnalité** — Les réductions d'émissions ne sont *additionnelles* que si elles *n'avaient pas* eu lieu sans un accord sur les crédits carbone. En d'autres mots, si le paiement pour le crédit a entraîné une modification documentée des mesures, alors le crédit est considéré comme additionnel.
- **Permanence** — Les crédits relatifs aux émissions doivent être associés à des réductions qui ne retournent pas dans l'atmosphère après leur élimination. Cela peut se produire, par exemple, lorsque le carbone contenu dans un arbre est libéré dans l'atmosphère lors d'un incendie de forêt.



Occasions à l'horizon

Nous croyons que le projet lié à l'ACR sera le premier d'une série de projets visant à faire progresser la mise en place des crédits carbone REDD+ et d'autres méthodes d'élimination du carbone axées sur la nature. Nous souhaitons utiliser la plateforme créée pour ce projet afin de financer d'autres initiatives au cours des deux prochaines années.

En revanche, il ne faut pas oublier que limiter la hausse des températures mondiales à 1,5 °C nécessitera une réduction des émissions nettes de GES à la fois radicale et rapide. Bien que de nombreuses entreprises seront en mesure de réduire leurs émissions



© Conservation International/Shawn Heinrichs

en optant pour des sources d'énergie faible en carbone ou en mettant à niveau leur équipement et leurs pratiques, beaucoup d'autres devront compléter leurs efforts au moyen de crédits carbone. Un marché d'achat de crédits carbone volontaire, crédible et à grande échelle sera essentiel à la transition vers l'objectif zéro émission nette. À l'heure actuelle, le marché du crédit carbone n'est pas en mesure de répondre aux attentes croissantes : les volumes sont trop petits, les normes trop variées et les prix trop illiquides. Nous voyons là une occasion à la fois de cultiver de nouvelles sources fiables de crédits carbone et d'aider le marché à croître en profondeur et à grande échelle, et ainsi d'ouvrir de nouvelles avenues pour nos activités de placement.

L'occasion que nous entrevoyons se fonde sur trois tendances émergentes :

- **Des marchés crédibles se développeront.** L'achèvement de l'article 6 lors de la COP26 prépare le terrain pour que les marchés du carbone établissent des normes transfrontalières, accroissent leur présence et offrent une meilleure liquidité.¹¹
- **La demande surpassera l'offre.** Selon les estimations du Boston Consulting Group, même si l'offre de crédits carbone dépasse actuellement la demande, des normes plus strictes coïncideront avec une forte hausse à court terme de la demande des entreprises et feront basculer l'ensemble du marché vers une pénurie dès 2024.¹²
- **Les prix iront croissants.** La dynamique de l'offre restreinte et de la hausse de la demande donne à penser que, par rapport aux données récentes, les prix des crédits volontaires pourraient être multipliés par 50 d'ici le milieu du siècle.¹³

La hausse des prix découlant de la montée de la demande et de l'offre insuffisante est une bénédiction pour les efforts accrus de protection des forêts. L'écart grandissant entre l'offre et la demande de crédits carbone souligne à la fois l'urgence d'accroître l'offre de crédits et l'opportunité financière croissante qu'ils représentent. En d'autres mots, les marchés du crédit carbone sont appelés à croître, et cette évolution est nécessaire. En appuyant la réalisation d'un plus grand nombre de projets semblables à notre partenariat avec Conservation International, nous estimons que nous pouvons contribuer à l'expansion de l'approvisionnement et de l'infrastructure de marché nécessaires au cheminement vers un avenir à consommation nette zéro. Ces efforts aideront à protéger les écosystèmes et les communautés qui y vivent, tout en nous permettant d'obtenir des rendements corrigés du risque attrayants pour des générations de cotisants et de bénéficiaires.¹⁴

Sauf indication contraire, les renseignements et les données appartiennent à Investissements RPC.



Sources

1. Jake Spring et Kate Abnett, [U.N. climate summit reaches carbon markets deal](#), Reuters, 12 novembre 2021. Consulté le 17 février 2022.
2. Cassandra Kane, [What on Earth is a 'conservation agreement'?](#), Conservation International, 20 février 2018. Consulté le 17 février 2022.
3. David Gibbs, Nancy Harris et Frances Seymour, [By the Numbers: The Value of Tropical Forests in the Climate Change Equation](#), World Resources Institute, 4 octobre 2019. Consulté le 4 février 2022.
4. Institut de finances internationales, [Taskforce on Scaling Voluntary Carbon Markets Final Report](#), janvier 2021. Consulté le 10 janvier 2022.
5. BloombergNEF, [Carbon Offset Prices Could Increase Fifty-Fold by 2050.](#), 10 janvier 2022. Consulté le 10 janvier 2022.
6. McKinsey, [A blueprint for scaling voluntary carbon markets to meet the climate challenge](#), 29 janvier 2021. Consulté le 22 février 2022.
7. U.S. Environmental Protection Agency, [Greenhouse Gas Equivalencies Calculator.](#), consulté le 20 février 2022.
8. Cassandra Kane, [What on Earth is a 'conservation agreement'?](#), Conservation International, 20 février 2018. Consulté le 17 février 2022.
9. Vanessa Bauza, [As pandemic pounded Peru one region thrived on coffee carbon](#), Conservation.org, 9 avril 2021. Consulté le 17 février 2022.
10. Nations Unies, Changements climatiques, [What Is REDD+?](#), 2020. Consulté le 17 décembre 2021.
11. International Institute for Sustainable Development, [The Paris Agreement's New Article 6 Rules.](#), 13 décembre 2021. Consulté le 14 février 2022.
12. Shell, [Exploring the Future of the Voluntary Carbon Market](#). Other Solutions, décembre 2021. Consulté le 17 décembre 2021.
13. BloombergNEF, [Carbon Offset Prices Could Increase Fifty-Fold by 2050.](#), 10 janvier 2022. Consulté le 10 janvier 2022.
14. McKinsey, [A blueprint for scaling voluntary carbon markets to meet the climate challenge](#), 29 janvier 2021. Consulté le 22 février 2022.

À propos d'Investissements RPC

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (« Investissements RPC^{MC} ») est une organisation professionnelle de gestion de placements qui gère la caisse dans l'intérêt de plus de 20 millions de cotisants et de bénéficiaires du Régime de pensions du Canada. Afin de diversifier les portefeuilles d'actifs, Investissements RPC investit dans des actions de sociétés ouvertes, des actions de sociétés fermées, des biens immobiliers, des infrastructures et des titres à revenu fixe partout dans le monde. Investissements RPC a son siège social à Toronto et compte des bureaux à Hong Kong, à Londres, au Luxembourg, à Mumbai, à New York, à San Francisco, à São Paulo et à Sydney. Sa gouvernance et sa gestion sont distinctes de celles du Régime de pensions du Canada. Investissements RPC n'a pas de lien de dépendance avec les gouvernements. Au 31 décembre 2021, la caisse totalisait 550,4 milliards de dollars. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le site www.investissementsrpc.com ou nous suivre sur [LinkedIn](#), [Facebook](#) ou [Twitter](#).

À propos de Conservation International

Fondée en 1987, Conservation International a pour mission d'aider les sociétés à prendre soin de la nature de façon durable. Elle vise à accroître la portée de leurs efforts en combinant la science, les partenariats et la finance innovante. À ce jour, Conservation International a soutenu 1 200 zones protégées totalisant plus de 601 millions d'hectares de terre et de mer, ce qui représente environ 1 % de la surface terrestre. Afin de repérer, d'élaborer et de gérer un solide bassin de projets de conservation, Conservation International a mis au point un vaste éventail d'outils et de capacités, dont une expertise scientifique, des méthodes exclusives et une expérience d'exploitation complexe. Ses trois priorités sont la protection et la restauration de la nature, la protection des océans et la promotion des économies axées sur la conservation dans les régions qui revêtent une grande importance pour ses habitants et la nature.



Si vous souhaitez en savoir plus sur ce partenariat unique et participer aux efforts liés à cet engagement envers la mise en place de solutions axées sur la nature, communiquez avec :

Etienne Middleton

Directeur général, Énergie durable

emiddleton@cppib.com

Tanuj Dutta

Gestionnaire, Énergie durable

tdutta@cppib.com

investissementsrpc.com